



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 juin 2008
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Points 48 et 116 de l'ordre du jour

Conseil économique et social
**Réunion spéciale consacrée à la crise
alimentaire mondiale**

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

**Suite à donner aux textes issus du Sommet
du Millénaire**

**Lettre datée du 28 mai 2008, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président
du Conseil économique et social**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration publiée sous mon autorité à l'issue de la réunion spéciale du Conseil économique et social consacrée à la crise alimentaire mondiale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration ci-jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 48 et 116 de l'ordre du jour, et du Conseil économique et social.

(Signé) Léo Mérorès



Annexe

Déclaration du Président du Conseil économique et social à l'occasion de la réunion spéciale du Conseil consacrée à la crise alimentaire mondiale

En tant que Président du Conseil économique et social, je suis extrêmement satisfait de nos débats consacrés à la crise alimentaire mondiale. Certes, ce n'est là qu'un modeste premier pas, mais qui démontre comment les gouvernements et les autres parties prenantes peuvent agir ensemble pour affronter une crise qui menace des millions d'êtres humains parmi les plus pauvres et les plus vulnérables.

Cette réunion spéciale du Conseil est la première qu'il organise pour s'acquitter des responsabilités qui lui ont été conférées par le Document final du Sommet mondial de 2005. J'avais l'espoir – pleinement réalisé aujourd'hui – que nous pourrions apporter notre contribution à la recherche d'une réponse concertée, coordonnée et globale et servir de passerelle entre la session récemment achevée de la Commission du développement durable et les prochaines réunions prévues en 2008 – la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire qui doit se tenir à Rome au début juin, la session de fond du Conseil de juillet prochain et la rencontre de haut niveau de l'Assemblée générale, sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui aura lieu le 25 septembre.

J'applaudis les mesures prises par les organisations et les organismes du système des Nations Unies sous la direction du Secrétaire général Ban Ki-moon, mesures qui ont trouvé une expression concrète avec les résultats de la réunion de Berne du Conseil de coordination des chefs de secrétariat du système des Nations Unies, puis avec la création d'une équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale.

Ce qui ressort de notre réunion d'aujourd'hui c'est que, pour faire face à cette crise complexe, nous devons agir tous ensemble, et d'urgence. Certes, il nous faut affronter cette situation, mais nous devons aussi mettre en place des politiques capables de faire d'une menace une chance de renaissance de l'agriculture. Dans notre action collective, il est clair qu'il y a un rôle à jouer pour les gouvernements, le système des Nations Unies, les banques de développement, les organisations non gouvernementales, la société civile au sens large, la communauté scientifique, le monde universitaire, le secteur privé, les organisations philanthropiques et les médias.

Tirant la leçon de nos débats, je suis heureux de pouvoir indiquer dans leurs grandes lignes les principaux éléments qui constituent le fondement d'une action mondiale effective et soutenue.

C'est maintenant qu'il faut agir

- Nous devons veiller à ce que les sommes annoncées pour l'aide alimentaire d'urgence, dans un cadre bilatéral ou par l'intermédiaire du système des Nations Unies, soient versées sans aucun retard. Il faut faire davantage que maintenir les niveaux antérieurs de l'aide et nous devons redoubler d'efforts pour apporter de quoi manger à ceux qui ont faim. En lançant cet appel, le Conseil ne s'adresse pas seulement aux gouvernements des pays donateurs, mais aussi aux entreprises privées, aux organisations philanthropiques et aux particuliers qui sont en mesure de faire de telles contributions.

- Les pays touchés devraient immédiatement mettre en place des mesures ciblées d'aide alimentaire et d'aide à la nutrition et des filets de protection sociale comportant des programmes prioritaires en faveur des mères, des nourrissons et des enfants. Le système des Nations Unies, plus spécialement au niveau des pays, devrait répondre aux besoins des gouvernements dans ce domaine, sans oublier que l'action entreprise en réponse à des besoins immédiats ne devrait pas compromettre le développement du potentiel agricole de demain.
- La plus haute priorité devrait être de donner aux agriculteurs les moyens de pourvoir aux besoins de la production pour la prochaine campagne agricole. Les donateurs et les gouvernements devraient rapidement répondre à ces besoins immédiats en veillant à ce que les semences, les engrais et les pesticides essentiels arrivent jusqu'aux petits exploitants.
- Nous demandons instamment aux chercheurs de veiller à ce que leur savoir fasse une différence, afin de dégager une meilleure compréhension des marchés des produits alimentaires, y compris des marchés financiers, de la spéculation et de la crise alimentaire que l'on connaît aujourd'hui. Une meilleure compréhension aidera les décideurs à mettre en œuvre les bonnes politiques dans ce domaine.
- Nous demandons instamment à tous les États Membres de faire preuve de la volonté et de la flexibilité politiques nécessaires pour mettre en place un nouveau régime commercial qui favorise la sécurité alimentaire en encourageant la production alimentaire et les investissements agricoles dans les pays en développement. Il faut une volonté renouvelée de conclure d'urgence le Cycle de négociations de Doha qui devrait contribuer au développement agricole des pays pauvres en s'attaquant aux subventions et aux droits de douane appliqués aux produits agricoles par les pays développés.

Une action à moyen et long terme est indispensable

- Nous demandons instamment aux donateurs de réexaminer la répartition sectorielle de l'Aide publique au développement qui a vu un recul spectaculaire de l'aide à l'agriculture. La crise alimentaire a mis en lumière la nécessité d'un appui considérable en faveur du développement agricole, ce qui implique des intrants améliorés, une meilleure infrastructure, des régimes fonciers sûrs et une meilleure organisation des agriculteurs pauvres.
- Nous réclamons avec insistance une augmentation de l'investissement dans l'infrastructure agricole, en particulier dans l'irrigation, les routes, les communications, le transport et l'entreposage. L'investissement destiné à réduire les pertes pendant et après la récolte et l'investissement dans les agro-industries stimuleront l'offre de produits alimentaires et seront une source de revenus pour les ruraux pauvres.
- Nous réclamons avec insistance un effort concerté pour s'attaquer à la crise en Afrique, qui compte le plus grand nombre de pays faisant partie des moins avancés. Dans ce contexte, nous préconisons une augmentation substantielle des financements accordés par les donateurs en faveur de la recherche publique, de la vulgarisation agricole et de l'infrastructure rurale, afin de stimuler la productivité de l'agriculture. L'Afrique, en particulier, devrait être un important bénéficiaire de ces investissements, qui feraient une large place à la recherche-développement concentrée sur des cultures vivrières bien adaptées aux conditions agroclimatiques locales de manière à favoriser une « révolution verte » sur le continent.

- Nous demandons instamment aux institutions de Bretton Woods d'envisager de fournir une aide financière aux pays en développement à faible revenu qui seraient initialement confrontés à des coûts d'ajustement et à une aggravation de l'insécurité alimentaire par suite de la hausse des cours mondiaux résultant de la libéralisation des échanges agricoles. Nous demandons instamment aux institutions financières internationales de réformer les mécanismes de financement compensatoire afin qu'il y ait davantage de ressources disponibles, assorties d'une conditionnalité minimale, pour des décaissements rapides en faveur de pays touchés par les chocs dus à la hausse des prix alimentaires ou à d'autres chocs résultant de dégradations des termes de l'échange. La suspension du service de la dette devrait être également envisagée.
- Nous demandons instamment aux gouvernements de repenser sérieusement leurs politiques en faveur des biocarburants en veillant à ce que les mesures prises pour promouvoir ce type d'énergie ne mettent pas en danger la sécurité alimentaire. Des politiques appropriées devront être soigneusement pesées et mises en œuvre. L'effet économique net et les incidences économiques et sociales doivent être mis en balance et pris en compte dans tout programme stratégique dans ce domaine.
- Nous demandons instamment un renforcement du dialogue et de la coopération au niveau des régions afin d'améliorer la sécurité alimentaire régionale qui facilitera une réaction rapide en cas de pénuries alimentaires locales. Dans ce contexte, nous mettons l'accent sur l'expansion de la coopération Sud-Sud et l'échange des meilleures pratiques applicables aux programmes de sécurité alimentaire. Nous reconnaissons le caractère disparate et complexe de la crise alimentaire et nous recommandons un échange d'informations sur les résultats obtenus et les meilleures pratiques, qui sera particulièrement utile dans les contextes régionaux et sous-régionaux.
- Nous réclamons avec insistance une collaboration et des échanges renforcés avec le secteur privé, les fondations et autres organisations de la société civile sur des programmes innovants de lutte contre la faim et la malnutrition. Nous préconisons également un partenariat plus étroit avec les centres de recherche agronomique afin de faciliter la diffusion des connaissances et de la technologie dans le cadre de services de vulgarisation qui sont une condition essentielle d'accroissements durables de la productivité agricole.
- Nous appelons les organisations du système des Nations Unies à poursuivre et renforcer les initiatives déjà prises par le Comité de coordination des chefs de secrétariat du système des Nations Unies pour promouvoir une approche unifiée, y compris par l'intermédiaire de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale.
- Nous appelons nos partenaires du secteur privé, en particulier l'industrie alimentaire, à considérer comme un élément important des stratégies de responsabilité sociale des entreprises la nécessité de maintenir les produits alimentaires et les intrants agricoles à des niveaux abordables pour une population mondiale de plus en plus nombreuse.
- Nous encourageons la communauté philanthropique mondiale à accorder à des partenaires dans les pays pauvres davantage de dons destinés à améliorer la productivité agricole et à accroître la production vivrière.